

COMPOSITE – VOL 15, N. 2 – GRÈVE ÉTUDIANTE AU QUÉBEC : POINTS DE VUES SUR LA MOBILISATION SOCIALE DE 2012

Au cours des premiers mois de 2012, le Québec a connu un mouvement d'une ampleur et d'une intensité inégalées dans les dernières décennies. Celui-ci a vu la création d'un rapport de force entre associations étudiantes et le gouvernement de l'époque sur les orientations que doivent prendre le secteur de l'éducation et le modèle d'Université dont le Québec souhaite se doter. Ces visions opposées se sont cristallisées – et ont souvent été réduites dans les discours -- autour de la décision du gouvernement libéral de hausser les frais de scolarité universitaires de manière significative, dans la lignée du principe « d'utilisateur-payeur » et l'élargissant au secteur de l'éducation au nom de la « juste part ». D'emblée, le mot « grève » ne s'impose pas intuitivement pour qualifier le mouvement étudiant québécois de 2012, tant l'usage du mot a fait l'objet de controverses et de débats et s'est retrouvé au centre d'un ensemble d'images et de significations négatives porté par des délégués politiques et communicateurs de tous ordres. De quelles manières ce mot, ces débats ont-ils cristallisé les forces sociales à l'œuvre, leurs prises de positions, les divisions sociales traversant l'espace public québécois? Il nous paraît impossible de les réduire à de simples « opinions », comme si celles-ci n'étaient que de l'ordre du privé, alors qu'elles pourraient tout aussi bien être l'expression de perspectives plus larges sur la vie sociale et symbolique d'une société.

La mobilisation des étudiants québécois des derniers mois a ainsi été marquée par la formation d'espaces de débats créés en même temps que le mouvement qui l'a contestée. L'université aura servi de lieu, autant physique que symbolique et discursif, où se sont entrechoquées idées, actions et interrogations. Celles-ci ont porté non seulement sur la politique de financement des universités, mais, à travers elle, sur la valeur, la contribution, le rôle même de l'université et de l'éducation supérieure dans le Québec contemporain. Au fil des événements, et au fur et à mesure que la lutte devenait

populaireⁱ, les questionnements et la réflexion ont essaimé vers d'autres lieux, d'autres directions. L'encadrement et les restrictions légales des manifestations, le grand nombre d'arrestations et la présence policière sur les campus, les recours légaux dont une minorité médiatisée d'étudiant.es se sont prévalus pour forcer la tenue de leurs cours et l'attention accordée au mouvement étudiant socialement responsable du Québec (MÉSRQ), sont quelques-unes des faces d'un prisme de tensions aux contours difficiles à tracer. La transformation du débat concernant le financement universitaire en une question électoraleⁱⁱ aura également donné, pour certains, la possibilité à un électorat plus jeune d'être interpellé plus directement par les enjeux de l'exercice démocratique du vote citoyen. Pour d'autres, elle aura ravivé les spectres d'une récupération de la mobilisation populaire et des tensions historiques entre l'activisme et l'électoralisme.

Ce numéro est publié trop tôt pour que nous prétendions être en mesure d'évaluer définitivement les résultats et les effets durables de ce mouvement s'inscrivant en continuité et en rupture avec d'autres forces sociales, politiques et économiques animant le Québec. Un mouvement que l'on peut également penser en lien avec l'effervescence des mobilisations des *indignados*, des campements *Occupy* ayant envahi un temps les espaces urbains, les grèves européennes contre les mesures d'austérité ainsi que les luttes d'étudiant.es qui, du Chili, à l'Angleterre, se reconnaissent de mêmes élans, de mêmes préoccupations

À l'instar d'autres initiatives surgissant dans la sphère universitaire, la nécessité de produire rapidement un numéro spécial sur les luttes sociales de 2012 était plutôt motivée par le besoin ressenti d'engager une réflexion, des amorces de problématisation et de travail conceptuel à propos d'une expérience collective marquante. En choisissant le format de contributions courtes, que les auteurs aient choisi une étude de cas ou de faire part d'une perspective plus personnelle, il était donc aussi question pour nous de répondre à l'ampleur des événements avec nos moyens et nos perspectives de chercheur.es en communication, de pouvoir s'appropriier, comprendre les événements de ce printemps qui se sera étiré jusqu'à l'automne.

Dans ce cas-ci, le « nous » n'est pas tant celui de la prose académique qu'un « nous » collectif, aux subjectivités et aux identités nombreuses, divergentes et changeantes, mises au défi de s'ajuster à des contextes parfois difficiles : étudiant.es, chargé.es de cours, professeur.es, assistant.es de recherche, technicien.nes, parents et membres de familles, citoyen.nes, militant.es... Les évènements de la dernière année nous ont rappelé qu'au-delà des désignations et des catégories analytiques ou démographiques, se sentir faire partie d'un groupe, de collectivités et être touchés par des problèmes sociaux dépassant le microcosme de nos quotidiens suscite autant d'épisodes d'identification riches en émotion, mais aussi en sens. Les mobilisations, déployées autour des politiques de financement de l'éducation supérieure et du sens même de notions telles qu'« investissement » et « valeur » doivent prendre, nous invitent à réfléchir sur la teneur des prises de positions politiques et économiques circulant dans les espaces publics en ligne et hors-ligne, sur les manières de les revendiquer, de les rendre visibles et de les faire respecter. Elles témoignent de manières d'être – de vivre et de croire, de se laisser convaincre ou de tenter de convaincre à son tour. Elles incarnent les idées, abstraites, que sont le « politique », le « social » ou l'« économique », dans un contexte où plusieurs d'entre nous ont senti que leurs raisons même d'entreprendre des études supérieures étaient remises en question par des discours mercantiles, incompatibles avec une conception de l'éducation centrée sur le bien commun.

Le texte d'Alexandre Provencher nous invite à réfléchir aux relations publiques politiques en ciblant un acteur précis des événements, le gouvernement libéral de Jean Charest. Selon lui, le « Printemps érable » témoigne d'une incompatibilité entre deux manières de comprendre les relations publiques. Chantal Francoeur nous invite elle à réfléchir sur le rôle que jouent les « moules », habitudes et formats journalistiques dans la manière dont le conflit et les formes de démocratie étudiante ont été rapportées par les médias. En s'attardant sur la couverture médiatique faite d'une manifestation, Sylvain Rocheleau montre comment certains de ces cadrages ont pu laisser de côté le message porté par les différentes coalitions. Enfin, Nicolas Bencherki et Gabrielle C. Poirier proposent un texte plus personnel, « Un Printemps à Paris »,

teinté de leur expérience à distance des événements québécois. Ils exposent comment ils ont pu faire sens des émotions dues à leur éloignement en organisant leur propre engagement. Nous espérons que ces quelques témoignages inviteront à poursuivre la réflexion.

L'équipe de Composite

ⁱ Un slogan ayant eu beaucoup de succès, particulièrement à la suite de l'émergence des "manifestations de casseroles" dénonçant l'adoption du projet de loi 78 (Loi 12) par l'Assemblée nationale, proclamait que "La grève est étudiante, la lutte est populaire".

ⁱⁱ Le jour du scrutin (le 4 septembre) aura été prévu à temps pour la rentrée scolaire.